

Pierre Nkurunziza proclamé vainqueur à la présidentielle au Burundi

PANA, 24 juillet 2015 Bujumbura, Burundi - Le chef de l'Etat sortant, Pierre Nkurunziza, dont la candidature à un troisième mandat a été controversée à la tête du pays, continue à susciter des remous dans les milieux de l'opposition et des organisations de la société civile, a été proclamé vainqueur de l'élection présidentielle du 21 juillet avec 69,4% des suffrages exprimés, selon les résultats provisoires rendus publics vendredi par la Commission électorale nationale indépendante (Ceni) à Bujumbura. Le scrutin avait été boycotté par les cinq poids lourds de l'opposition considèrent la candidature de M.Nkurunziza comme "anticonstitutionnelle" et contraire à l'accord de 2000, à Arusha, en Tanzanie, sur la paix et la réconciliation nationale qui n'autorise pas plus de deux mandats à un chef d'Etat en fonction.

Trois "outsiders", dont un représentant d'une aile dissidente minoritaire de l'unité pour le progrès national (Uprona, parti unique), réputés proches du pouvoir, ont, par contre, pris part à la campagne et à l'élection présidentielle du 21 juillet dernier et se partagent les miettes restantes. Malgré l'appel au boycott, le chef de file de l'opposition, Agathon Rwasa, arrive en seconde position de la présidentielle avec un score de 18,9% des suffrages exprimés pour un taux de participation globale légèrement supérieure à 73%, dès lors que les résultats de la Ceni qui ne seront définitifs qu'une fois validés par les juges de la Cour constitutionnelle du pays. Le taux de participation à Bujumbura, la capitale du pays et à l'épicentre du mouvement de contestation de la candidature du chef de l'Etat sortant de ces trois derniers mois, est resté en dessous des 30%. Le parti présidentiel avait encore planché sur le double scrutin des communales et des législatives en emportant 77 des 100 sièges de la future Assemblée nationale. Les élections sénatoriales se déroulent encore vendredi à travers tout le pays et les premières tendances donnent encore largement gagnant le Conseil national pour la défense de la démocratie/forces de défense de la démocratie (Cndd-Fdd, parti présidentiel). Malgré le raz de marée du Cndd-Fdd, la Communauté internationale veut pousser les acteurs politiques locaux dans le sens du dialogue, notamment sur un gouvernement d'union nationale à mettre en place après les élections comme solution de nature à absorber la crise politique du moment au Burundi. Le pouvoir a déjà exprimé son adhésion à un gouvernement d'union nationale qui ne serait qu'une mise en application des dispositions déjà contenues dans la constitution et dans l'accord d'Arusha pour préserver les équilibres ethnique, régional et de genre dans le pays. Le dialogue est par contre voulu par l'opposition pour discuter des modalités pratiques d'organiser de nouvelles élections plus inclusives, apaisées, transparentes, démocratiques, justes, crédibles et quitables. La médiation dans la crise burundaise est pour le moment entre les mains du président ougandais, Yoweri Kaguta Museveni, avec un mandat de la Communauté de l'Afrique de l'Est (Cae) soutenue politiquement et moralement par l'Union africaine (Ua) ou encore l'Organisation des Nations unies (Onu). L'arrêt du dialogue sera sanctionné par des mesures de rétorsion, y compris des sanctions économiques, ont déjà prévu les principaux bailleurs de fonds du Burundi, comme les Etats-unis, l'Amérique et l'union européenne (Ue).